

Poursuite des discussions sur le climat

Les délégués de 190 pays se sont réunis du 28 septembre au 9 octobre à Bangkok, en Thaïlande, pour une nouvelle session sur la Convention-Cadre des Nations unies sur le changement climatique (CCNUCC). Cette rencontre prépare la conférence de Copenhague, du 7 au 18 décembre, qui doit aboutir à la signature d'un protocole succédant à celui de Kyoto, qui s'achève en 2012. L'objectif de la rencontre de Bangkok était en particulier de réduire à une cinquantaine de pages les grandes lignes d'une proposition de convention sur le climat, le texte initial en faisant plus de 200. A l'issue de ces discussions, il semble que l'agriculture soit absente des propositions d'accords finaux à Copenhague. Selon Mark Rosegrant, de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), il est nécessaire que l'agriculture rentre dans les négociations *« afin qu'elle ait un meilleur accès aux financements pour l'adaptation et un rôle à jouer dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre »*. Il insiste sur la nécessité de *« développer un accès approprié et simplifié au crédit carbone pour les petits fermiers et les producteurs ruraux. C'est réalisable si nous arrivons à rendre l'agriculture plus importante dans l'accord de Copenhague »*.

Parallèlement, au cours du VII^{ème} Forum mondial du développement durable au Burkina Faso, les pays africains ont décidé dans leur déclaration commune de *« soutenir la réduction des gaz à effet de serre de 40% d'ici 2020 par rapport au niveau de 1990, pour les pays industrialisés »*. Cette Déclaration devrait servir de document de référence au Président burkinabè Blaise Compaoré, nommé Représentant de l'Afrique pour la conférence de Copenhague. *« L'Afrique a décidé de parler d'une seule et même voix en désignant une équipe de négociateurs pleinement habilités à négocier en son nom à Copenhague »* s'est félicité Jean Ping, le président de la Commission de l'Union africaine, précisant que *« les responsables [des pollutions] doivent s'engager à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre et à répondre au principe du "pollueur payeur" »*. Il a appelé à la mise en place de *« nouveaux fonds internationaux pour soutenir les pays pauvres »*. Sur le marché carbone, sur lequel une action *« verte »* dans un pays du Sud peut *« racheter »* une pollution au Nord, l'Union africaine évalue que, sur 1 600 projets dans le monde, seuls 30 sont africains, dont 15 en Afrique du Sud. Pour Salifou Sawadogo, ministre burkinabè de l'Environnement, 65 milliards de dollars sont nécessaires *« pour pouvoir faire face, d'un point de vue continental, à ces phénomènes de changement climatique »*, soulignant qu'*« il y a donc un devoir de solidarité pour permettre aux pays les plus vulnérables, nous autres, de pouvoir conduire des politiques d'adaptation face aux changements climatiques »*.

Assemblées des gouverneurs de la Banque mondiale et du FMI

Les gouverneurs du Groupe de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI) se sont réunis les 5 et 6 octobre à Istanbul, Turquie, pour dresser un bilan du travail des deux institutions. A la suite du dernier G20, ces assemblées ont été marquées par les discussions sur la redistribution des droits de vote au sein de ces institutions. Le comité d'orientation du Fonds s'est déclaré favorable *« à ce qu'au moins 5 % du total des quotes-parts soient transférés des pays surreprésentés aux pays émergents et en développement dynamiques qui sont sous-représentés »*. Les désaccords sur cette répartition semblent encore nombreux. Les pays émergents et en développement regroupés au sein du G24 ont quant à eux demandé que la redistribution des droits de vote soit plus importante (de 5% à 7% pour le FMI et de 3% à 6% pour la Banque mondiale) que celle préconisée par le G20. De leur côté, les pays européens estiment que cette répartition ne peut se faire qu'au profit des pays sous-représentés en appliquant la formule de calcul du poids de chaque Etat adoptée en avril 2008 qui prend en compte le produit intérieur brut, la balance courante, l'ouverture économique et les réserves. Pour le directeur général du FMI, Dominique Strauss-Kahn, *« la réforme des quotes-parts est cruciale, nous nous sommes engagés à ce qu'elle soit bouclée en janvier 2011 »*.

Banane: l'Amérique latine accepte un compromis

D'après l'Agence France presse, les pays d'Amérique latine producteurs de bananes ont accepté un compromis pour régler le conflit sur les taxes que leur impose l'UE. Depuis quinze ans, les verdicts de l'Organe de règlement des différends de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) dénoncent les traitements préférentiels accordés par l'UE aux importations de bananes des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP). En juillet dernier, l'Equateur, premier exportateur de bananes, avait pourtant annoncé la suspension des négociations sur un accord commercial avec l'UE, accusée de ne pas respecter les jugements de l'OMC en faveur de Quito dans le conflit sur la banane. Souhaitant parvenir à un accord avant le sommet ministériel de l'OMC prévu fin novembre, les pays producteurs auraient accepté la proposition européenne de réduire ces taxes en trois étapes, dans un délai de 7 à 10 ans. Ces taxes passeraient ainsi de 176 euros/tonne à 114 euros. Cependant, ils ne seraient pas encore d'accord sur la durée de chaque étape et le niveau de la réduction des taxes chaque année.